

Diplôme	Licence professionnelle	
Mention	Activités juridiques – Contentieux et recouvrement	
Numéro d'accréditation	20160351	
Etablissements co-accrédités	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
Schéma des parcours	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. La Licence professionnelle Activités juridiques - Contentieux et recouvrement donne accès à un diplôme de Bac+3 en droit.	

Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)
<p>La Licence professionnelle Activités juridiques - Contentieux et recouvrement a pour objectif la formation et l'insertion professionnelle des étudiant(e)s dans les matières relevant du pré-contentieux (recouvrement amiable en particulier ; saisies mobilières et immobilières etc.) et du contentieux (recouvrement judiciaire ; voies d'exécution etc.). Plus particulièrement, la Licence professionnelle forme les étudiant(e)s dans un domaine très porteur sur le marché de l'emploi, à savoir le recouvrement amiable ou forcé de créance. Ainsi, les étudiant(e)s acquièrent des compétences à la fois théoriques et pratiques dans le domaine de la procédure civile (interne et européenne), dans les voies d'exécution, mais aussi dans la gestion des dossiers pré-contentieux et contentieux. En outre, les étudiants reçoivent des enseignements spécifiques en droit du recouvrement, droit des biens, droit des sûretés, droit de la famille et le droit des affaires en lien avec le recouvrement de créance. Ils reçoivent aussi des enseignements complémentaires en anglais et dans les nouvelles technologies.</p> <p>La licence professionnelle Activités juridiques - Contentieux et recouvrement forme les étudiant(e)s aux métiers d'agent de recouvrement ou encore de commissaire de justice ou de collaborateur dans les études de commissaires de justice. Les diplômés pourront travailler dans des agences de recouvrement, chez des bailleurs sociaux, des études de commissaires de justice, ou encore dans des administrations publiques (par exemple la DGFIP ou l'URSSAF) ou les collectivités territoriales.</p>

Points forts¹	Points faibles¹
Formation à la fois théorique et professionnalisante ; interventions de nombreux professionnels ; nombreux débouchés ; les étudiant(e)s ont à l'issue de la formation aussi bien la possibilité d'être embauché en CDI ou de poursuivre en master ; domaine en pleine expansion ; "petite promotion" qui permet un suivi personnalisé ; un rythme (3 jours à l'Université / 2 jours en alternance entre septembre et mars, puis à temps plein au mois de mars) correspond aux demandes de nos partenaires et permet aux étudiants de gagner progressivement en compétence ; possibilité de suivre également la formation en stage ce qui permet d'attirer des profils différents.	Nombre d'heures très important ce qui peut conduire à des redites et doublons dans certains enseignements ; nombre important d'intervenants au sein de la formation, ce qui conduit à des difficultés d'organisation de l'emploi du temps et parfois à des incohérences dans les enseignements ; certaines matières ont un volume horaire qui n'est plus totalement adapté aux évolutions du niveau des étudiant(e)s (par exemple : volume horaire très important en nouvelles technologies, alors que le volume des voies d'exécution paraît trop faible).

Opportunités ¹	Menaces ¹
<p>La licence professionnelle dispose de nombreux partenariats avec des entreprises, en particulier des agences de recouvrement, des bailleurs sociaux, mais aussi des études de commissaires de justice. La Licence professionnelle bénéficie d'une excellente réputation vis-à-vis des partenaires extérieurs. Certains demandent tous les ans des alternants et souhaitent travailler exclusivement avec cette formation. Dernièrement, de nouveaux partenariats ont été noués avec des institutions du secteur public (URSAFF ; DGFIP) ou encore des collectivités territoriales (Métropole de Lyon par exemple). Les partenariats de la Licence professionnelle avec des institutions et organismes externes sont en pleine expansion.</p>	<p>Le développement d'un master en alternance dans un domaine très proche soulève des difficultés, dans le sens où il s'agit d'éviter une concurrence négative entre les deux formations. Ainsi, il est plus difficile d'obtenir des partenariats dans certains secteurs qui se tourneront vers les étudiant(e)s alternant(e)s du Master plutôt que de la Licence professionnelle.</p> <p>L'évolution des IUT en BUT a conduit à une perte de candidatures pour la Licence professionnelle. En effet, désormais, les étudiant(e)s peuvent poursuivre une troisième année (BUT 3). La licence professionnelle a donc perdu ce profil intéressant d'étudiant(e)s qui venaient précédemment des IUT carrières juridiques.</p> <p>Aujourd'hui, de nombreuses candidatures viennent des BTS (notariat ou collaborateur juridique). Or, leur niveau dans les matières juridiques est très faible et ne permet pas d'entrer pleinement et sereinement en Licence professionnelle en droit. Ces profils (Bac+2 qui cherchent à poursuivre leurs étudiants) sont intéressants, toutefois leur absence de formation juridique plus approfondie et leur méconnaissance du système universitaire (notamment l'autonomie dans le travail) est encore un frein à leur intégration et à leur réussite dans la Licence professionnelle.</p>

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.</p> <p>La formation s'inscrit pleinement dans les objectifs de professionnalisation des étudiant(e)s non seulement grâce aux nombreuses matières pratiques qui y sont enseignées et parce qu'elles sont enseignées par des praticiens très investis et compétents, mais aussi grâce à la possibilité de suivre la formation en alternance auprès de partenaires fidèles qui s'investissent pleinement pour former les étudiant(e)s aux métiers du pré-contentieux, contentieux et recouvrement de créances.</p> <p>La formation s'inscrit également dans les objectifs de l'établissement visant à nouer des partenariats solides et durables avec des institutions (entreprises privées ; bailleurs sociaux) ou administrations publiques (récemment la DGFIP) ou encore des collectivités territoriales (métropole de Lyon récemment). La Licence professionnelle Droit, procédures et métiers du contentieux contribue donc à placer l'Université Lumière Lyon 2 au sein de la cité.</p>

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation
<p>Les étudiant(e)s doivent être titulaires d'un diplôme de niveau Bac +2. Les étudiant(e)s sont en grande partie titulaire d'une deuxième année de droit, parfois ce sont aussi des étudiant(e)s ayant déjà une Licence en droit, mais n'ayant pas obtenu une place en Master.</p> <p>Les étudiants peuvent également être titulaires d'un BUT 2 Carrières juridiques. De plus, parfois des étudiant(e)s titulaires d'un BTS collaborateur juriste peuvent intégrer la formation, notamment lorsqu'ils ont déjà une solide expérience en alternance.</p> <p>En toute hypothèse, lors de la sélection, une attention particulière est réservée à la maîtrise des matières juridiques contentieuses en France, car les étudiant(e)s doivent être à l'aise avec ces disciplines qui seront rapidement approfondies en Licence professionnelle.</p>

¹ Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

A l'issue de la formation, les étudiant(e)s peuvent poursuivre en Master justice, procès et procédures, en Master Commissaire de justice, ou encore en Master de droit des affaires. A l'issue de la formation, les étudiant(e)s peuvent aussi décrocher un emploi en CDI dans la structure où ils ont effectué leur alternance.

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

La Licence professionnelle accueille des étudiants en BTS collaborateur juriste notarial ou venant d'un BUT 2 carrières juridiques. Des étudiant(e)s ayant suivi une Licence AES avec une spécialisation pour des matières juridiques peuvent également intégrer la Licence professionnelle.

Par la suite, les étudiant(e)s en Licence professionnelle pourront rejoindre un Master en droit.

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

N/A. La Licence professionnelle n'a pas connu d'évolution quant à son intitulé au cours de la période de référence.

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Est actuellement envisagée la modification du volume horaire de certains cours dans le but de les affecter à d'autres matières qui ont pris de l'ampleur dans la théorie et dans la pratique.

Sont également envisagées des modifications dans les intitulés de cours pour davantage de clarté et de cohérence pédagogiques et une meilleure délimitation des matières entre les différents intervenants.

Par ailleurs, il est envisagé de reconnecter certains enseignements magistraux (dispensés par des universitaires) avec des travaux dirigés (dispensés par des praticiens) afin de permettre aux étudiants d'avoir les connaissances théoriques puis de les appliquer et de les approfondir. Cette méthode permettra un meilleur apprentissage des matières parfois complexes et abstraites.

Dans l'ensemble, une simplification de la maquette est envisagée afin d'avoir une meilleure cohérence pédagogique.